

Critique de l'ordolibéralisme à propos de l'article de Denord et al., Le Monde Diplomatique, août 2015, p. 20.

Peut-être deux remarques d'abord:

L'actuel ministre des finances en Allemagne, Wolfgang Schäuble, qui est née en 1942 et qui, de longue date, est une figure de prou de son parti, l'Union chrétien-démocrate, est à mon avis un homme pragmatique, rusé, expérimenté, aussi bien en communication avec son électorat, qu'en poursuite de projets politiques parfois dignes d'un état autoritaire. Quand il se réclame d'un Ordolibéralisme, je n'entends là qu'une fleur rhétorique, la volonté d'impressionner ses interlocuteurs par une pseudo-profondeur de son discours.

Mis à part la fleur rhétorique, l'ordolibéralisme n'est plus à l'ordre du jour, non plus en Allemagne, au point qu'actuellement, selon un économiste syndicaliste, les manuels universitaires d'économie n'en parlent à peine plus qu'en notes de bas de pages (voir Michael Wendl <http://www.linksnet.de/files/pdf/wendl.pdf>).

* * *

L'ordolibéralisme a été amplement réclamé depuis la libération du "Troisième Reich", à commencer par Ludwig Erhard, habile communicateur et père, plus ou moins autoproclamé, du miracle économique allemand. Parallèlement, un mythe créé autour de "l'École de Fribourg" a eu la fonction de pseudo-légitimation idéologique. Pour citer un auteur actuel du périodique Ordo, créé en 1948 par les "Fribourgeois": *"vu la présente crise financière, force est de constater que les plans radicalement anti-monopolistes ou les idées de "Qui reçoit le profit doit aussi répondre des dommages" restent loin d'être acceptés et ceux qui critiquent le pouvoir des empires économiques ou des systèmes centralisés d'approvisionnement ou l'escroquerie du "trop grand pour tomber" peuvent légitimement invoquer des arguments de l'École de Fribourg."* J'ai envie de rajouter que - toute proportion gardée - celle ou celui qui défend les intérêts des salariés le peut également.

Retournons donc pour un moment à l'histoire de l'ordolibéralisme. Elle commence, d'après ce que j'ai lu, avec la première guerre mondiale. L'empire allemand finance la guerre en partie par l'augmentation de l'argent émis par la Monnaie; après 1918 les gouvernements révolutionnaires libéraux et social-démocrates adoptent la même pratique, entre autres pour faire face au demandes alliés de réparations. Pour faire court c'est une des causes de l'hyper-inflation de 1923, qui en Allemagne donne le signal pour un débat du pour ou contre d'une économie planifiée à l'image de celle de la guerre, ou, autrement dit, du pour ou contre d'une permanente intervention de l'état dans les affaires économiques.

Des économistes libéraux défendaient la thèse que le nombre des dimensions, le nombre d'acteurs et de facteurs, d'offres et demandes, de valeurs d'échanges et de prestations dans une économie nationale rendent la planification de l'ensemble fondamentalement illusoire. Heureusement selon eux, cette complexité prohibitive est quasi naturellement reflétée par un monstre bienveillant, nommé le marché qui, quelques conditions donnés, nous livre la meilleur solution pour tous.

Pour modéliser le fonctionnement de ce marché et pour fixer les conditions nécessaires, on l'assume d'abord être la manifestation d'interactions d'éléments de base, des exemplaires de l'idéal-type de l'"homme économique" décidant en fonction de ses ressources, de ses besoins et ses désirs. Ce concept d'"individualisme méthodologique" et par conséquent le concept de "la valeur subjective" des biens sont la base du dogme d'un système des prix résultant de l'équilibre général des offres et demandes sur tous les marchés. C'est la théorie dite néoclassique associée depuis le 19^e siècle aux noms de Carl Menger à Vienne et de Léon Walras à Lausanne et fortement défendue par

Ludwig Mises (né en 1881) à Vienne après la chute de l'empire austro-hongrois. Mises visait surtout le danger réel ou présumé d'une politique économique à l'image de la Russie soviétique.

À Berlin Franz Oppenheimer, né en 1865, avait analysé l'état comme instrument du pouvoir des classes supérieures. Avec la révolution de 1918, qui mettait fin aux restrictions antisémites, il avait obtenu un poste à la nouvelle université de Francfort. Au début des années vingt, Alexander Rüstow, né en 1885, un lecteur attentif des publications d'Oppenheimer, travaillait au Ministère de l'économie à Berlin. L'antimilitariste par principe, néanmoins officier hautement décoré de la guerre, s'était engagé pour la révolution et sympathisait avec la social-démocratie. Mais en 1923, en pleine crise d'hyperinflation et crise d'état, (tentative de putsch (Ludendorff, Hitler) à Munich) le gouvernement Stresemann était confronté à une alliance de facto entre une grande partie de la gauche jusqu'au parti communiste, et les monopoles industrielles sorties largement renforcés de la guerre. Les deux côtés exigeaient l'interdiction totale de toute entente entre entreprises. Dans cette situation, une loi encadrant les cartels, défendue par le ministère de l'économie et notamment par Rüstow, garantissait l'existence de ces ententes. Elle passait par décret, juste avant que le gouvernement de coalition, qui avait réussi à maîtriser l'inflation et à stabiliser le pays, tomba, suite à l'opposition de parlementaires de ses propres partis. Rüstow quittait le ministère pour travailler justement dans un des Syndicats qui regroupait des PME d'une même branche. Il s'éloigna de ses amis du cercle des socialistes religieux autour de Paul Tillich et se dit dorénavant athée. Son engagement contre les monopoles industriels et agraires le fait travailler, portée par un libéralisme sociologique, sur une théorie économique ni néoclassique, ni socialiste:

Le modèle néoclassique faisait abstraction des questions de pouvoir. L'individu, sur lequel, en dernier lieu repose ce pouvoir en démocratie, est réduit à l'idéal-type de l'acteur économique. La condition primordiale est donc la constitution du citoyen ou, en quelque sorte, la "subjectivation" chère à Foucault et Touraine. Autrement on ne peut et ne doit imaginer un état fort qui veille sur un ordre du marché préétablie par une législation démocratiquement décrétée. C'est ça, pour faire court, le concept ou l'utopie des fondateurs de l'ordolibéralisme. L'accent est sur "ordre préétablie". L'exécutif ne joue que son rôle. L'ordre est exclusivement chose de la législative. Une théorie de prévention contre le danger des monopoles industriels et agraires et contre celui d'un état autoritaire entre les mains des forces économiques, mais aussi contre un socialisme aveuglant, dont la parole "l'union fait la force" ne sert que trop, vu l'actuelle structure du pouvoir, les intérêts du capitalisme monopoliste.

Rüstow n'était pas seul dans son travail, une très riche correspondance Rüstow-Walter Eucken en témoigne. Eucken, née en 1891 avait été officier pendant la guerre comme Rüstow, mais détestant les révolutionnaires il avait adhéré au principal parti anti-républicain. Quand les deux se sont connus, Eucken occupait un poste à Berlin similaire à celui de son correspondant. Au cours de leurs échanges, Eucken prend décidément position contre son ancien parti, contre la droite anti-républicaine et revancharde. Grâce au cercle de son père, une sorte de nouveau philosophe universitaire, vénéré au delà de sa mort, le fils avait de bonnes entrées aux mondes des intellectuels, des affaires et de la presse. Un multiplicateur idéal pour les idées qui se précisent à fur et à mesure des événements politiques et économiques notamment avec la crise du début des années trente. D'autres personnes s'étaient joints et continuaient à se joindre à leurs initiatives, notamment Franz Böhm, née en 1895, officier en Palestine pendant la guerre, puis juriste et procureur en congé en 1925 pour travailler au ministère de l'économie à Berlin sur les questions des cartels et des ententes. À partir de 1927 Eucken occupe un poste à l'université de Freiburg, Böhm y arrive en 1931.

* * *

Pour ce qui est notre article: François Denord est un spécialiste historien de cette nébuleuse du néo-

libéralisme économique, il a écrit sur la conversion au néolibéralisme de la politique en France de 1970 à 1990. Rachel Knaebel est journaliste, correspondante à Berlin pour Politis, Bastamag.net d'Altermédia etc. Pierre Rimbert, journaliste, a publié entre autres "Libération de Sartre à Rothschild".

Oui, on peut évidemment écrire une histoire tel quelle et je me réjouie des tournures polémiques. En tant qu'analyse elle a, il me semble, des faiblesses à un tel point qu'elle m'inspire un léger sentiment de paranoïa et de complot. En gros, elle me fait trop l'abstraction de la dynamique des jeux de pouvoirs en amont des décisions historiques en Allemagne comme en Europe.

Oui, Friburg est le siège d'un archevêque et fut également le lieu de l'ancien étudiant de théologie catholique et future philosophe Martin Heidegger, qui en 1933 pour un an y devient le Führer de l'université. Mais les habitants n'étaient et ne sont pas tous de la même foi. Depuis 1871 l'université était un centre protestant et les fondateurs de "ordolibéralisme", Eucken, Böhm, Lampe et Miksch étaient des protestants, ainsi qu'ailleurs Rüstow et Röpke, mais tous, idéologiquement parlé, plutôt sur la ligne des lumières que sur celle d'un confessionnalisme.

Oui, la théorie prône un état "fort" mais pas celui que le lecteur de l'article peut éventuellement s'imaginer. Les protagonistes ont clairement prévu le danger de la dictature et se sont très tôt en public et dans la presse engagé contre la montée du nazisme. Rüstow et Röpke devaient s'exiler en 1933, la même année Eucken a joint un groupe du réseau protestant d'entre-aide et d'opposition de l'ainsi nommée l'Église confessante initiée par le théologien et socialiste Karl Barth, bientôt exilé à Bâle. Böhm protestait en public tant qu'il pouvait contre les actes antisémites et perdra sa position après un procès politique en 1940. Certes, la contestation était limitée, ainsi que l'entre-aide notamment concernant les juifs. Eucken et son collègue Adolf Lampe, spécialiste de l'économie militaire, travaillaient chacun à sa somme des travaux antérieurs, que Lampe publie en 1938 et Eucken en 1941. Se tenant strictement dans le cadre de leur science, les deux monographies portent néanmoins la trace de l'opposition contre la politique du régime.

Entre temps Rüstow enseignait à l'université d'Istanbul jusqu'à son retour en 1949 sur la chair de sociologie à Heidelberg, qu'avaient occupé Max et Alfred Weber. En juillet 1943 un rapport clandestin et détaillé sur la bataille du Ghetto de Varsovie et destiné aux américains a passé par lui. Rüstow publiera en 1952 son oeuvre écrit en exil, trois gros volumes d'une histoire universelle.

À mon avis, les auteurs de l'article passent quand-même un peu vite sur un événement fondateur dans la nébuleuse du néo-libéralisme qui est le colloque Walter Lippmann en août 1938 à Paris au Musée social, à l'occasion de la parution du livre "La cité libre" du journaliste américain. Sur l'initiative de Louis Rougier, personnage devenu quelque peu sulfureux, (pétainiste même en exile à New York, par la suite maître à penser d'Alain Benoît, de la Nouvelle Droite), s'y sont réunis 26 participants, universitaires la plus part, mais aussi l'un ou l'autre banquier ou industriel. Les exilés de la dictature allemande étaient Rüstow et Röpke, Ludwig Mises, auquel Rougier avait aidé de fuir l'Autriche, Friedrich Hayek, le futur conseiller de Margaret Thatcher, Alfred Schütz 1899-1959, un viennois que le sociologue altermondialiste Thierry Blin a récemment fait connaître en France; et puis les français dont entre autres Raymond Aron, Ernest Mercier, Auguste Détoeuf et Jacques Rueff. Notre auteur du monde diplo, François Denord, a écrit sur Rougier sous le titre plus ou moins ironique "Le prophète du néo-libéralisme français". Ce colloque est intéressant parce qu'il anticipe les réunions du Mont Pèlerin en dessus de Vevey en Suisse, haut-lieu du néo-libéralisme à partir de 1947, où par la suite s'avérera surtout la divergence des idées des héritiers - ou non - du libéralisme économique et sociologique entre Maurice Alais, Jacques Rueff, Milton Friedmann et George Stigler, Röpke et Hayek, Rüstow et Eucken, leur public d'industriels, de banquiers et de

politiciens.

Y-a-t-il une forte dose de conservatisme chez les ordos? Certes, si on les juge sur le fait, qu'ils insistent sur des valeurs "vraies" dans la vie culturelle et sociale et qu'ils expriment un pessimisme culturel. Pour autant qu'ils prônent un système de prix de marché comme solution dans la sphère économique, ils maintiennent que cette sphère aussi fondamentale qu'elle soit pour toute vie, ne couvre pas ce qui est l'indispensable condition d'une société souhaitable, à savoir l'émancipation des individus des autoritarismes et leurs associations à travers des relations pour ainsi dire "hors prix". Hors, ne faut-il pas tenir compte de leur époque, celle des dictatures en Europe, des régimes maintenus par un suivisme aux paroles pathétiques? Si c'était un conservatisme, il était pour le moins farouchement anti-corporatiste et largement ouvert aux idées pour un véritable projet de société. En 1979 Michel Foucault a suggéré la recherche d'une éventuelle convergence entre les protagonistes de ce qu'on a appelé l'école de Francfort, alors des "marxistes", et les ordo-libéraux. La tendance décriée à l'époque d'une "culture de masse" devait effectivement préoccuper des deux côtés et demandait des analyses au delà du refus conservateur.

L'Allemagne d'après-guerre aurait été un laboratoire néolibéral à ciel ouvert? Ludwig Erhard aurait été l'expérimentateur en chef? Alors qui était-il?

De 1942 à 1945 au sommet de l'administration corporatiste de l'industrie du Reich on faisait travailler sur l'économie d'après guerre. Un ans avant la libération, Erhard, expert plutôt de recherches sur les marchés et sans être membre du parti nazi, avait présenté un mémoire contenant quelques idées pour la reconstruction de l'économie. Quand Britanniques et Américains nomment les premiers administrateurs allemands en automne 1945 Ludwig Erhard devient ministre de l'économie en Bavière. Sa fonction en Bavière prenait fin avec les élections en automne 1946. Appelé à l'administration des finances des deux zones d'occupation anglaise et américaine à Francfort il dirige la commission pour la réforme de la monnaie et du crédit et devient directeur du ressort d'économie du deuxième Conseil économique en mars 1948. Le Conseil avec ses 102 délégués était en quelque sorte le précurseur de la future deuxième chambre parlementaire de la République fédérale. Entre temps la zone d'occupation française avait été jointe au deux autres. La tâche fixée par les alliés était la préparation de la réforme monétaire, celle d'une libération partielle des prix prévu pour le mois de juillet, et celle des investissements du Plan Marshall. Intervenaienent comme conseillers scientifiques de la commission et du conseil les ordo-libéraux ainsi que le jeune social-démocrate Karl Schiller, le jésuite Oswald Nell-Breuning peu incliné au libéralisme, Alfred Müller-Armack, l'amie d'Erhard, et Walter Strauß future juge à la Cour Européenne aux Luxembourg, dont la carrière avait été interrompue suite à la législation antisémite. La Liste est incomplète. Les social-démocrates, qui pourtant gouvernaient dans presque toutes les régions, avaient renoncé au postes à la direction du conseil, à la satisfaction du général Lucius Clay et des administrateurs américains qui devaient justifier devant le Congrès les crédits pour l'Europe et en particulier pour cet Allemagne à cheval entre l'ouest et l'est.

La réforme de la monnaie et la libération des prix s'étaient plutôt bien passés. Quand le conseil prit fin avec la séance constitutive du premier parlement en septembre 1949, Erhard, le "scientifique sans étiquette de parti" et sans un passé politique, devint Ministre de l'économie du cabinet Adenauer. Oui, les conseillers ordo sont toujours là, mais Miksch, social-démocrate et proche collaborateur d'Erhard, et Eucken, le chef de file des ordos, meurent en 1950. Böhm était recteur de l'université de Francfort depuis 1948 après avoir été destitué du ministère de l'éducation de la Hesse par l'administration américaine. Avec Horkheimer et Adorno il s'investit dans l'Association germano-juive et comme député chrétien-démocrate dans les négociations avec Israël. Erhard contribuera en première ligne à la création d'un mythe autour de l'École de Fribourg. La référence à

l'ordolibéralisme donnera un semblant de fondement scientifique au concept de marketing politique qui porte le label "Économie sociale de marché", inventé en 1944 par Mueller-Armack dans un contexte bien éloigné de l'ordolibéralisme, aussi éloigné qu'était son auteur à l'époque. Le label s'est avéré utile mais restera plus ou moins la seule constante de la politique économique allemande. Dans le "laboratoire néolibéral" agissent des pouvoirs nationaux et internationaux de tout bord et le pragmatisme reste maître face aux exigences des alliés, de la guerre froide, de l'Organisation européenne de coopération économique dès le début, de l'Union européenne de paiement de 1950, à partir de 1952 de la CECA dirigé par Jean Monnet, puis de la remilitarisation etc. L'économiste et sociologue Müller-Armack né en 1901, protestant, membre de la NSDAP depuis 1933 avait poursuivi une carrière universitaire sans faille pendant la dictature. Avec la libération il avait échangé son orientation scientifique contre celle des ordo-libéraux et donna au label de l'Économie sociale de marché une touche d'enseignement chrétien, ce qui déclencha l'ironie de son collègue, le père Oswald Nell-Breuning. Il entra au ministère de son amie Erhard en 1952.

Oui, la campagne publicitaire de l'association patronale Die Waage est importante. Je traduirais le titre plutôt: Communauté d'initiatives pour l'équilibre social. Fondé après la première crise de dette du jeune état et avec la conjoncture de la guerre de Corée, elle fut financée par des grands patrons essentiellement de l'industrie chimique, pharmaceutique, de tabac et d'automobile. Elle fut menée à partir de 1952 par une agence publicitaire à l'image des grandes agences américaines et sur la base d'enquêtes sociologiques. Par des annonces, des affiches, des films publicitaires au cinéma, elle produisit en quelques années un mythe fondateur de la RFA, à travers la promotion du label "Économie sociale de marché", à travers le label "Erhard" du label: le monsieur jovial avec son cigare, qui inspire le bien-être. L'astuce était la poursuite d'intérêts industriels et politiquement partisans à travers une campagne d'apparence d'intérêt général. À partir de 1957 les industriels se tournent vers d'autres formes de publicité.

Quand des économistes allemands dans un effort de structuration parlent d'une phase ordo-libérale, - de la politique Eucken Bismarck selon le joli anachronisme de nos auteurs, - ils la datent de 1949 à la fin des années 50, je suis tenté de dire au "choc" du Spoutnik, au plus tard à la récession de 1967. Mais déjà la loi de 1957 concernant les limites de la concurrence et citée par nos auteurs, trop compromise par les différents intérêts, ne reflète que très peu le concept ordo-libéral et l'autre loi concernant l'indépendance de la banque centrale ne devient réellement effective qu'avec la fin des accords de Bretton-Woods en 1973 dans une phase de politique économique plutôt keynésienne.

Nos auteurs datent la fin de ce qu'ils appellent l'aggiornamento de l'ordolibéralisme à la venue du gouvernement Kohl en 1980. Hors, depuis 1979 Margaret Thatcher gouverne en Angleterre, Ronald Reagan arrive au pouvoir aux États Unis en 1981 et François Mitterand et Jacques Delors décident en 1983 de rester dans le Système monétaire Européen au prix de la mise en oeuvre d'une politique d'austérité. Cette synchronie approximative me fait penser que s'était imposé un peu partout une politique dite monétariste, avancée par Milton Friedman et l'école de Chicago, une théorie qui, malgré les racines communes, me semble nettement en dehors de l'horizon des ordo-libéraux de l'époque.

Après 1989 la politique en Allemagne est confrontée à l'intégration de l'ancien RDA. L'extension de "l'économie sociale de marché" telle qu'elle s'est passée, me semble peu apparentée aux idées des pères de l'ordolibéralisme et en politique sociale, et en politique économique. Quand Angela Merkel, comme citée dans l'article, parle de "principes intemporels" elle confond le label avec la norme, avec, disons, le respect des droits humains. Le concept de l'ordolibéralisme, tel que pensé par ses auteurs dans l'horizon de leur époque, est une feuille de route pour mettre la norme en vigueur. Ils pensaient qu'un système de concurrence économique, ordonné par des règles tel que le

principe de subsidiarité, offre plus de chance aux humains de développer leur citoyenneté qu'un système économique réglé par un plan central. Pessimistes, ils avaient l'espoir que la destruction de la vie sociale serait moins grave dans l'un que dans l'autre cas.

Oui, le Kronberger Kreis (nommé d'après la jolie ville au dessus de la métropole Francfort) réunie des chercheurs en économie de l'association pour l'économie de marché. So what? Remarquons que le mot social manque.

En ce qui concerne l'Action économie sociale de marché fondé en 1953 à Heidelberg, ce fut d'abord une sorte d'atelier de pensées, une académie d'anciens et de nouveaux sympathisants des idées de Sylvio Gesell, de ce germano-argentin né en 1862 et mort en 1930, cosmopolite, un "vert" avant la lettre, un "monétariste" qui avait influencé Keynes, propagandiste d'une "Économie naturelle" rappelant les physiocrates, et d'une réforme du droit foncier en faveur des petits propriétaires, inventeur de la "monnaie" fondante auquel récemment et avec la crise, les médias, même le Monde ont fait allusion. La résonance de cet académie à l'époque, relativement grande au début, notamment dans la Frankfurter Allgemeine Zeitung, du aux conférences de personnalités comme Rüstow, Böhm et Erhard à côté d'invités de Suisse - Röpke était membre - et de la RDA, cette résonance n'a duré que quelques années, mais l'association "sévit" toujours et si l'une ou l'autre de ces économistes participe aux appels à un renouveau de l'ordolibéralisme à Iéna ou dans la Franfurter Allgemeine Zeitung - tant mieux, car toute proportion gardée s'agit il d'une critique de l'actuel état de l'ordre économique-social en Allemagne et en Europe en crise, crise largement du, selon les auteurs, à l'oubli des enseignements des fondateurs de l'ordo-libéralisme.

* * *

Pour ce qui est la construction européenne et les ordo-libéraux, je suis tombé sur une monographie de Sara Warneke, publié (en allemand) en 2013: *L'intégration économique européenne dans la perspective de Wilhelm Röpke*. Vivant depuis 1937 à Genève, Röpke est mort en 1966, (trois ans après Rüstow), il n'a donc vécu que les début de l'UE. Avait il exprimé son scepticisme déjà pour l'institution de la UEP, l'Union européenne de paiement, l'exprime-t-il d'autant plus vivement concernant la CECA, la Communauté européenne du charbon et de l'acier. L'Europe unie lui semble une nécessité, mais l'unification politique lui semble indispensable au succès d'une unification des économies, une Europe qui fédère ses différentes cultures nationales en respectant leur autonomie, qui est politiquement et culturellement ancrée dans "l'identité" de chacune et chacun et qui, selon le principe de subsidiarité ne transfère qu'un minimum nécessaire des souverainetés à l'état européen.

Les social-démocrates allemands s'opposaient au plan Schumann car ils craignaient une tendance vers un gouvernement technocratique. Röpke voyait dans une unification progressive sur le plan économique, sans la construction précédente et claire d'une fédération politique et culturelle, le danger d'un état autoritaire. Mais c'était lui qui a recommandé le négociateur, le jeune juriste Hallstein à Adenauer, ce qu'il regrettera plus tard quand Hallstein était devenu un de ces "Européen professionnels" qui en plus favorisait la petite Europe à la construction d'une grande zone de libre-échange. Force de reconnaître le succès de la CECA dans l'opinion publique, Röpke commenta ironiquement que "voilà la preuve que décident non pas les faits mais l'opinion des hommes".

Dans la discussion qui précède le traité de Rome de 1957 et la CEE les opinions de Hans von der Groeben, représentant du groupe CECA et du ministre Erhard divergent. C'est le modèle de la CECA qui l'emporte.

Röpke craint qu'une intégration de l'Europe de cette manière, pas par pas, sur le plan économique amène à une fermeture progressive vers l'extérieur. De toute façon cette intégration devait se limiter à son avis au biens publics qui nécessairement, pense-t-il, doivent se trouver au mains des états..